

Un appel à Total, Chevron et PTTEP de pratiquer la transparence des revenus en Birmanie (Myanmar)

Les compagnies pétrolières Total, Chevron et la Petroleum Authority of Thailand Exploration and Production (PTTEP) ont l'occasion de promouvoir la transparence et d'encourager la prise de responsabilité dans le secteur des industries extractives en Birmanie en devenant les premières compagnies pétrolières à volontairement publier leurs paiements aux autorités birmanes. Nous, les organisations non gouvernementales, syndicats, sociétés d'investissement et universitaires soussignés, lançons un appel à Total, Chevron et PTTEP afin qu'ils saisissent cette opportunité et publient des informations détaillées sur les revenus qu'ils ont payés aux autorités birmanes depuis 1992, incluant notamment les impôts, taxes, redevances, primes et avantages sociaux.

En 1992, Total a signé un contrat de partage de production avec l'Entreprise de Gaz et de Pétrole de Myanmar (MOGE) afin d'explorer, développer et commercialiser les dépôts de gaz naturel qui se trouvent dans la mer d'Andaman de la Birmanie. L'entreprise est maintenant l'intervenant principal dans un consortium, comprenant Chevron, PTTEP et MOGE, exploitant le gazoduc Yadana (« trésor ») qui transporte du gaz naturel de la Birmanie à son voisin, la Thaïlande.

Les préparations pour le gazoduc *Yadana* ont commencé au début des années 1990 et les constructions en Birmanie ont officiellement duré de 1996-1999; les ventes de gaz à l'Autorité Pétrolière de Thaïlande (PTT) ont débuté en 2000 et continuent jusqu'à aujourd'hui. Le projet de gazoduc transporte du gaz naturel jusqu'à la frontière thaïlandaise, d'où il alimente deux centrales électriques en Thaïlande, qui à leur tour fournissent de l'électricité à la région métropolitaine de Bangkok. Le projet est actuellement l'une des plus grandes sources de revenus pour les autorités birmanes.

En octobre 2009, Total S.A. a révélé que sa part dans le projet de gaz naturel *Yadana* en Birmanie a généré 254 millions de dollars américains pour les autorités birmanes en 2008.¹

Nous les soussignés faisons l'éloge de cette entreprise pour avoir fait ce pas dans la bonne direction et saisissons cette occasion pour inciter Total, Chevron et PTTEP à pratiquer, dans le futur, une transparence complète des revenus en Birmanie et à publier tous les paiements effectués aux autorités birmanes depuis 1992. Nous encourageons également Total à divulguer les paiements qu'ils ont effectués pour appuyer ses projets socio-économiques dans la région du projet *Yadana*, y compris des informations sur le flux et le montant des paiements, ainsi que sur les origines du revenu finançant les projets socio-économiques.

Nous les soussignés pensons que si Total, Chevron et PTTEP publiaient des données et des renseignements détaillés sur leurs paiements aux autorités birmanes depuis 1992, les entreprises enverraient un message positif au peuple de la Birmanie et contribueraient à la formation d'une présence plus constructive de leur entreprise dans le pays. En outre, la transparence des revenus aidera les entreprises et leurs pays d'origine à éviter des suspicions quant à leur complicité dans la mauvaise gestion des revenus du gaz généré pour les autorités birmanes, ce qui pourrait également augmenter la valeur des sociétés pour les actionnaires. La transparence des revenus des compagnies enverra aussi un message important et positif à d'autres compagnies pétrolières impliquées dans des nouveaux projets d'extraction en Birmanie.

La transparence des revenus en Birmanie est du ressort de Total, Chevron et PTTEP. Les contrats de Total avec

1 Ce chiffre a été publié par Total en réponse à un rapport de 106 pages distribué le 10 septembre 2009 par l'organisation non-gouvernementale EarthRights International. Il suit les recommandations antérieures de nombreux investisseurs ainsi que de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme, d'Info Birmanie et de Burma Campaign UK incitant Total à divulguer ses sommes versées aux autorités birmanes.

MOGE, auxquels Chevron et PTTEP sont des parties signataires, sont devenus des documents publics grâce à des procédures judiciaires lancées aux États-Unis entre des citoyens birmanes et l'associé de Total, Unocal Corporation.² Les contrats régissant n'interdisent pas Total, Chevron ou PTTEP de pratiquer la transparence complète des revenus concernant les paiements faits aux autorités birmanes. Les chiffres globaux publiés par Total en octobre 2009 confirment également la capacité de l'entreprise à révéler les montants des paiements.

De plus, l'entreprise Total a exprimé publiquement qu'en général elle "s'engage à une transparence [financière] stricte" reconnaissant que les bénéfices provenant de la richesse des ressources naturelles sont souvent "redistribués de façon inégale au sein de la population" des États riches en ressources naturelles et qu'un "manque de transparence reflète la faiblesse des institutions et favorise les conflits" dans les États d'accueil.³ Ancien PDG de Total et président actuel du conseil d'administration, Thierry Desmarest a nettement et justement remarqué que "la transparence est dans l'intérêt de Total."⁴ Alors que Total et Chevron jouent chacun un rôle majeur dans l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE), ni l'un ni l'autre ne publie actuellement les paiements faits aux gouvernements de chaque pays.

La transparence des revenus dans les industries extractives est devenue un élément de la responsabilité des entreprises, promouvant la stabilité et la bonne gouvernance dans des pays en voie de développement riches en ressources naturelles et contribuant à la sécurité énergétique à long terme. La transparence au sujet des paiements des compagnies étrangères aux pays d'accueil favorise la gestion responsable des recettes par les États d'accueil et augmente les chances des citoyens du pays d'accueil de bénéficier de la richesse générée par les ressources naturelles de leur pays.

De même, nous les soussignés, reconnaissons que la transparence de la part des États d'accueil est aussi importante. Les autorités birmanes devraient prendre des mesures immédiates pour révéler toutes les recettes provenant de projets d'extraction, adopter l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE), et obliger toutes les compagnies pétrolières, gazières, minières et hydroélectriques opérant dans le pays à pratiquer la transparence des revenus désagrégés.

En Birmanie, un ensemble de facteurs souligne le besoin critique de la transparence de revenus dans les industries extractives, y compris le pourcentage relativement élevé du revenu national des ventes de gaz naturel; le manque de bonne gouvernance et la corruption documentée par les autorités de l'État; ainsi que les allégations régulières de violations graves des droits de l'homme associées aux projets de développement pétrolier et gazier dans le pays.

Nous les soussignés pensons que l'investissement initial dans le projet gazier de Yadana en Birmanie n'était pas souhaitable pour Total, Chevron (anciennement Unocal) et PTTEP, compte tenu des violations répandues des droits de l'homme commises par l'armée birmane contre la population locale qui ont été bien documentées. Total, Chevron et PTTEP devraient maintenant pratiquer la transparence des recettes comme un élément essentiel de la responsabilité des entreprises en Birmanie.

2 En 2005, Unocal Corporation a été acquise en totalité par Chevron.

3 Total, «Transparence financière du groupe Total,» disponible à <http://www.total.com/fr/groupe/presentation-du-groupe/principes/transparence-financiere-900026.html> (dernière visite le 20 avril 2010).

4 *Id.*

*This statement will remain open to endorsements until the Yadana companies practice revenue transparency. To endorse this statement email **transparency@earthrights.org**.*